

CS4ME

CIVIL SOCIETY FOR MALARIA ELIMINATION

Cas pratique : Rôle clé de la Société Civile dans la lutte contre le Paludisme

Cameroun  : L'activisme de la Société Civile au sein de l'Instance de Coordination nationale (ICN)

2022 | Elaboré par



Email: contact@impactsante.org

L'activisme de la société civile au sein de l'ICN du Cameroun



Nos fonds ont augmenté grâce à cette petite activité que nous avons menée, ce qui en fait un succès, car nous sommes certains que moins de personnes mourront du fait du manque de médicaments contre ces trois maladies.

Joseph Wato, Directeur Exécutif d'Approche Participative, Développement et Santé de Proximité au Cameroun, Membre de l'ICN et de la délégation des ONG des pays en développement au Conseil du Fonds mondial, et membre actif de CS4ME.



À retenir :

- Le plaidoyer de la société civile a permis de revaloriser les niveaux de rémunération des agents de santé communautaires, de mener des campagnes de distribution de moustiquaires plus efficaces et de renforcer l'allocation de fonds du Fonds mondial au Cameroun en obtenant la participation du président du pays.
- La coopération entre la société civile et la communauté est un facteur essentiel en vue de la présentation d'un objectif commun à l'ICN, afin de gagner en influence et de représenter au mieux les intérêts de la communauté.
- En plus de la nécessité de maîtriser les besoins de la communauté, les compétences clés à développer par les membres de l'ICN de la société civile sont entre autres : la compréhension des problèmes causés par le paludisme, la connaissance des processus de financement du Fonds mondial et la capacité à intervenir lors des réunions pour défendre les intérêts et priorités de la société civile.

Il existe au Cameroun des Organisations de la Société Civile (OSC) actives, qui œuvrent à l'amélioration de la situation sanitaire du pays. L'une de ces OSC est Approche Participative, Développement et Santé de Proximité (APDSP), qui a commencé à travailler sur des questions de santé, telles que le paludisme avant même son enregistrement en 2004. Elle travaille en étroite collaboration avec les communautés afin de défendre leurs intérêts et leurs priorités auprès des différents organes décisionnels, raison pour laquelle son Directeur exécutif, M. Joseph Wato, a été élu à l'Instance de Coordination Nationale (ICN) du Cameroun en 2018, où il continua de siéger. L'ICN est constitué du gouvernement, de la société civile, du secteur privé et des partenaires techniques chargés de planifier et de superviser l'utilisation des ressources allouées par le Fonds mondial. Joseph nous fait part de quelques succès auxquels il a contribué en tant que membre de l'ICN, et dans le cadre de ses activités de plaidoyer au sein de la société civile.

Qu'est-ce que la société civile a accompli grâce à sa participation au sein de l'ICN ?

Joseph peut citer de nombreux exemples de la façon dont la société civile a influencé les prises de décision en participant à l'ICN. L'une des réalisations dont il a fait part porte sur les « primes » offertes aux agents de santé communautaires (ASC). La société civile a entretenu un échange avec des ASC au sortir duquel elle a appris que les primes qu'ils reçoivent – à peine 36 \$ par mois – n'étaient pas suffisantes pour les retenir. Il est primordial de garder les ASC au Cameroun, car ils recueillent la plupart des données qui sont communiquées au Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP) et à l'OMS, en plus de fournir des services essentiels en matière de lutte contre le paludisme. Toutefois, l'augmentation de ce montant a suscité beaucoup de réticences, car le gouvernement s'attendait à ce qu'ils travaillent en tant que bénévoles. On supposait également que les responsabilités des ASC ne requièrent que 50 % de leur temps, mais, les échanges ont également révélé que les ASC sont sur le terrain tous les jours, et ne disposent plus de temps à consacrer à d'autres activités.

Joseph a donc proposé que les primes versées aux ASC soient doublées, de même que la rémunération des coordinateurs de la société civile et des responsables financiers, dont la rémunération ne correspondait pas à leur niveau de qualification ou de responsabilité (91 \$ pour les coordinateurs et 73 \$ pour les responsables financiers), rendant ainsi difficile la possibilité d'attirer et de garder les personnes dotées des compétences requises. « Nous en avons parlé, et ce n'était pas facile. Nous avons dû nous rendre dans une autre ville et avons fini de discuter à 2 h du matin, parce que je voulais m'assurer que cette augmentation se fasse. Je voulais que toutes les rémunérations soient doublées. C'était une bataille difficile. » Finalement, bien que Joseph n'ait pas réussi à faire doubler tous les taux de paie, il a réussi à obtenir une augmentation du salaire de base, ainsi qu'une prime de performance. Ce changement a permis d'améliorer la motivation et de retenir les principaux responsables de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre le paludisme.

Le prochain défi que Joseph s'est lancé est de faire en sorte que les ASC soient officiellement comptés parmi le personnel du Ministère de la Santé, afin qu'ils puissent bénéficier des avantages sociaux, notamment en cas de maladie. « Ils travaillent dans le domaine de la santé, mais ne bénéficient d'aucun soutien s'ils tombent eux-mêmes malades – ils ne disposent d'aucun document qui prouve qu'ils travaillent en collaboration avec le Ministère de la Santé. » Grâce à ces actions, un document a été rédigé avec le PNLN afin d'officialiser leur statut, lequel document a ensuite été transmis au Ministère de la Santé pour validation. Joseph espère qu'au cours de cette année, le Ministère de la Santé Publique et le Ministère des Finances vont intégrer les ASC dans le système afin de leur octroyer un salaire et des avantages sociaux.

Ministry of Public Works and Finance will integrate CHWs into system to provide them with a salary and benefits.

Pouvez-vous citer un exemple de moment où vous avez su que vous pouviez influencer la prise d'une décision importante ?

Joseph a parlé de la période où l'ICN organisait la campagne de distribution gratuite de moustiquaires avec le Ministère de la Santé en 2019. Une cérémonie d'ouverture avait été prévue, mais Joseph avait certaines questions à ce sujet. « Ils nous ont montré le programme du lancement qui m'a paru étrange car il était pareil à celui que nous avons l'habitude de faire : le ministre va sur le terrain, nous préparons un espace où il peut s'installer, il fait un discours, le chef du village ou le maire fera peut-être un discours à son tour, les médias vont les interviewer, puis le ministre va reprendre sa voiture pour retourner à son bureau – le tout sans le moindre impact. Cependant, lorsqu'il s'agit de la distribution de moustiquaires, il faut que les gens les utilisent véritablement ; disposer d'une moustiquaire est une chose, mais notre véritable problème au Cameroun c'est l'utilisation. Les gens les prennent et les gardent, mais ils ne les installent pas, et ne les utilisent donc pas. J'ai fait savoir au personnel du Ministère de la Santé que ce programme n'était pas intéressant – et par conséquent n'aurait aucun impact. À la place, j'ai suggéré que le ministre choisisse certains ménages de la ville pour y distribuer lui-même des moustiquaires. Cela pourrait créer un réel impact, car les gens verront que le Ministre de la Santé distribue des moustiquaires, démontrant ainsi leur importance, et cela va permettre de convaincre les populations de les utiliser. Le ministre a adhéré à

cette idée et ne s'est pas limité à faire cette distribution lui-même, il a également demandé au ministre des Travaux publics de faire pareil. Il est parti sur le terrain, a distribué des moustiquaires dans les ménages et a aidé les gens à remplir les formulaires. Ce fut un véritable succès couronné d'un grand impact, attirant une importante couverture médiatique, ainsi que l'attention des personnes que nous voulions sensibiliser.

»

Comment le plaidoyer de la société civile a-t-il contribué à la mobilisation de ressources pour la lutte contre le paludisme au Cameroun ?

« Un exemple de cela a été de travailler sur la sixième Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, prévue à Lyon en France. Le pays n'avait jamais pris part à une conférence de reconstitution des ressources auparavant, et il était important que le Cameroun y participe, puisque nous bénéficions du soutien du Fonds mondial depuis 2002. Nous avons suggéré au Président camerounais de se rendre en France pour annoncer notre contribution, même s'il ne s'agissait que d'une contribution symbolique d'un million de dollars. Il était capital qu'il s'y rende, car les représentants du Fonds mondial étaient sur le point de quitter le Cameroun, parce qu'ils nous reprochaient de ne pas payer nos partenaires – nous avons donc besoin que le Président de la République soit sur place pour témoigner de l'engagement du pays. Nous avons déposé une lettre au bureau du président et nous avons fait pression jusqu'à ce qu'ils nous rappellent. C'est moi qui m'y suis rendu, puisque c'est moi qui avais signé la lettre. J'y suis allé, et nous avons expliqué pourquoi il était essentiel que le Président – et non le Ministre de la Santé se rende sur place. Nous avons expliqué que nous manquons de médicaments contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, et que si le Fonds mondial se retirait, des gens mourraient, et qu'une contribution symbolique pourrait changer la donne. En fin de compte, le Président du Cameroun s'est rendu à la Conférence de reconstitution des ressources en France et a fait une contribution de 5 millions de dollars pour le compte du Cameroun, ce qui fut d'ailleurs l'une des plus grosses contributions des pays africains de cette conférence. Cela a conduit à une augmentation du financement accordé au Cameroun lors du dernier cycle. Nos fonds ont augmenté grâce à cette petite activité que nous avons menée, ce qui en fait un succès, car nous sommes certains que des personnes ne mourront plus parce qu'elles manquent de médicaments contre ces trois maladies. »

Quelles sont les compétences nécessaires pour être un membre efficace de l'INC ?

Joseph reconnaît que de nombreuses compétences sont nécessaires afin d'être un membre efficace au sein de l'INC, mais il estime que l'aspect le plus important est de maintenir une relation de proximité avec les communautés représentées par les OSC. Il déclare : « Vous devez être capable de prouver que vous travaillez sur le terrain, que vous représentez les communautés et que vous pouvez parler au nom de la communauté que vous représentez. Vous devez collaborer avec d'autres organisations, aller sur le terrain et discuter avec les populations; elles doivent vous connaître, et ensuite vous devez montrer la preuve que la communauté vous a envoyé pour les représenter. Je recommande d'être très actif sur le terrain en organisant de nombreuses activités, même des campagnes de sensibilisation. » Joseph souligne l'importance du réseautage et de la collaboration avec différentes organisations lors de webinaires et d'ateliers, afin de préparer la coordination avec les décideurs tels que le Programme National de Lutte contre le Paludisme (PNLP). « Pour ce faire, nous travaillons avec CS4ME, qui a permis de mettre sur pieds un groupe de travail entre les OSC et le PNL. Tous les trois mois, nous envoyons un rapport au PNL pour l'informer de ce que nous faisons et de l'impact que nous avons sur le terrain. Nous aidons le PNL dans la gestion de ses activités et dans l'atteinte de ses objectifs. »

Il est également important de développer des compétences et des connaissances personnelles. Joseph suggère de suivre l'actualité sur les questions relatives au paludisme en participant à des webinaires (p. ex., ceux organisés par CS4ME, ou le Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme), afin de se préparer aux discussions avec des experts techniques. « Je n'ai pas de formation dans le domaine de la santé publique, mais je peux discuter des questions de santé aujourd'hui, notamment le paludisme, car j'ai effectué de nombreuses recherches. Du coup, aujourd'hui, on me consulte chaque fois qu'il se passe quelque chose au Ministère de la Santé et au PNL. Je participe à l'élaboration des différents documents du Ministère de

la Santé, tels que la Stratégie nationale de lutte contre le paludisme et bien d'autres documents. »

Quels conseils donneriez-vous à ceux qui veulent rejoindre l'ICN ou en être des membres efficaces ?

Joseph est bien conscient que de nombreuses personnes rejoignent l'ICN sans être préparées et sans savoir exactement ce que l'on attend d'elles. Il souligne, cependant, que les compétences nécessaires s'acquièrent et que les représentants de la société civile doivent redoubler d'efforts pour se faire entendre. « Vous vous engagez sans savoir ce qu'on vous demandera de faire. Ce n'est pas mentionné dans le document de candidature. On vous dit seulement que vous allez représenter votre circonscription dans le cadre de la lutte contre le paludisme. Il y a beaucoup d'autres choses que vous découvrirez une fois que vous êtes admis. Pour ce faire, vous devez être très ouvert d'esprit, écouter attentivement, lire les documents qu'ils partagent, faire vos propres recherches et savoir qu'au sein de l'ICN, il y a de nombreux acteurs issus d'horizons différents. Parfois lorsque vous représentez la société civile, il n'est pas si facile de vous faire entendre alors que d'autres membres du gouvernement sont présents, sachant qu'ils ont plus d'influence lors d'une prise de décision. »

« Parfois au sein de l'ICN, on se croirait dans une guerre entre le gouvernement et la société civile. Il faut donc savoir comment faire la différence et faire entendre sa voix. J'ai appris la pratique de la diplomatie au sein de l'ICN. Je l'avais apprise à l'école, mais c'est à l'ICN que j'ai vraiment pu l'expérimenter et la mettre en pratique, car nous travaillons dans un environnement complexe, avec des personnes issues de différents milieux : le gouvernement, le secteur privé, la société civile – qui est également diversifiée, donc il y existe différents comportements. Vous devez faire face à tout cela et si vous n'en êtes pas capable, vous finirez par devenir observateur au sein de l'ICN. Tel n'est pas le type de membre dont nous avons besoin. Nous avons besoin de personnes capables d'échanger, de défendre leurs positions et leurs électeurs, et de s'assurer que ces positions sont incluses dans les différents documents que le pays élabore, comme les notes conceptuelles de financement. Nous avons besoin de personnes capables d'avoir un impact sur les notes conceptuelles, d'en connaître les différentes étapes, de savoir comment s'engager dans le processus de dialogue national en nous rendant dans les communautés afin de discuter avec ses habitants, puis de transmettre ces messages à l'ICN pour qu'ils soient pris en compte dans la note conceptuelle. Si vous ne faites pas cela, seules les priorités des membres du gouvernement seront prises en compte, et aucune concernant la société civile. »

« Le conseil le plus important que je puisse donner est de collaborer entre pairs en tant que membres de la société civile. Parfois, les membres de la société civile s'opposent aux idées des autres, ce qui ne nous rend pas service, et nous verrons nos efforts réduits à néant parce que nous n'avons pas assez de soutien. Nous devons travailler ensemble, être unis et avoir une vision commune, travailler ensemble sur différentes questions et nous allier afin d'avoir un impact sur les décisions. Il est important pour nous de le faire. Nous tenons une réunion de la société civile avant chaque réunion de l'ICN afin de nous mettre d'accord et d'exprimer une vision claire de la société civile. Ensuite, pendant la réunion, nous devons prendre la parole et nous faire entendre, pour ainsi mieux défendre nos intérêts. Cela peut s'avérer difficile pour des personnes qui n'ont pas l'habitude de s'exprimer en public. Nous devons donc avoir les bonnes personnes au sein de l'ICN pour représenter efficacement notre circonscription. Nous pouvons faire mieux si nous sommes unis et restons soudés en tant que société civile, en travaillant pour la même vision, et en travaillant en collaboration pour atteindre nos différents objectifs. »

Cette étude de cas a été réalisée sur la base d'un entretien avec Joseph Wato, Directeur Exécutif d'Approche Participative, Développement et Santé de Proximité (APDSP) au Cameroun, un membre de l'ICN et de la Délégation des ONG des pays en développement au Conseil du Fonds mondial et membre actif de CS4ME. Ledit entretien a eu lieu le 11 Janvier 2022, et le texte ici présenté a été révisé par Joseph.